

CONSEIL DES MINISTRES DU VENDREDI 11 FEVRIER 2011

Le Conseil des ministres s'est réuni aujourd'hui sous la présidence du Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, GCSK, FRCP.

Le sommaire des délibérations et les décisions

1. Le PM au 16^e Sommet de l'UA – Temps forts et retombées

Le Conseil a pris note des retombées de la récente mission du Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, GCSK, FRCP, à Addis-Abeba, en Ethiopie, où il a participé à la 16^e session ordinaire de l'Assemblée des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine. Le Premier ministre était à la tête d'une délégation comprenant, entre autres, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, et M. Olivier Bancoult, OSK, leader du Groupe Réfugiés Chagos.

Le Président de la République Française, M. N. Sarkozy, était l'invité d'honneur à cette assemblée qui accueillait aussi d'autres éminentes personnalités dont M. Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies.

Le thème du 16^e Sommet de l'Union Africaine était : Valeurs partagées pour une plus grande l'unité et intégration en Afrique'. Parmi les questions clés à l'ordre du jour: la paix et la sécurité en Afrique; la célébration de l'Année africaine 2010 de la paix et la sécurité; prévenir et combattre le terrorisme; la réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies; le changement climatique; la cour pénale internationale; la transformation de la Commission de l'Union Africaine en Autorité de l'Union Africaine et le centenaire du Congrès National Africain. En ce qui concerne la paix et la sécurité en Afrique, le sommet a examiné, entre autres, la situation à Madagascar, aux Comores, en Somalie, au Soudan, en Guinée, en Côte d'Ivoire et en Tanzanie.

Sur la question de la revendication de la souveraineté de Maurice sur l'Archipel des Chagos, le Premier ministre a fait ressortir que les Chagos avaient été excisés par la puissance coloniale, passant outre à et en violation flagrante de la Déclaration des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux anciennes colonies et leurs peuples, qui interdit aux puissances coloniales de démembrer une colonie avant de lui octroyer l'indépendance. Il a mis en exergue les souffrances des Chagossiens qui avaient été déplacés de force de leur terre ancestrale.

Réaffirmant que l'Archipel des Chagos, y compris Diego Garcia, fait partie intégrante du territoire de la République de Maurice, le Premier ministre a indiqué que malgré la forte opposition exprimée par Maurice, le Royaume-Uni est allé de l'avant avec la création le 1^{er} novembre 2010 d'un *Marine Protected Area* autour des Chagos, ce qui empêche davantage Maurice d'exercer ses droits de souveraineté sur l'archipel. Il a ajouté que Maurice a initié une action juridique pour contester la légalité du prétendu *Marine Protected Area*. Une résolution sur l'Archipel des Chagos a été adoptée par l'Assemblée des Chefs d'Etat et de Gouvernement. La résolution se lit comme suit:

RESOLUTION

La Conférence de l'Union africaine, réunie en sa seizième session ordinaire à Addis-Abeba (Ethiopie) les 30 et 31 janvier 2011,

Rappelant que l'archipel des Chagos, y compris Diego Garcia, a été illégalement détaché par le Royaume-Uni, ancienne puissance coloniale, du territoire de l'île Maurice avant l'indépendance de Maurice, en violation des résolutions de l'ONU 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et 2066 (XX) du 16 décembre 1965, qui interdisent aux puissances coloniales de démembrer les territoires coloniaux avant l'octroi de l'indépendance ;

Réaffirmant que l'archipel des Chagos, y compris Diego Garcia, fait partie intégrante du territoire de la République de Maurice ;

Rappelant à cet égard, entre autres :

- i. la Résolution AHG/Res. 99 (XVII) de juillet 1980 de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) ;
- ii. la Décision AHG/Dec.159 (XXXVI) de juillet 2000 de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) ;
- iii. la Décision Assembly/AU/Dec.331 (XV) de juillet 2010 de la Conférence de l'Union africaine ;

Notant avec une profonde préoccupation qu'en dépit des résolutions/décisions de l'OUA et de l'UA et de la forte opposition exprimée par la République de Maurice, le Royaume-Uni a procédé à la création d'une « zone de protection marine » autour de l'archipel des Chagos le 1^{er} novembre 2010, ce qui est en contradiction avec ses obligations juridiques internationales, empêchant davantage l'exercice, par la République de Maurice, de sa souveraineté sur l'archipel ;

Notant en outre que le Gouvernement de la République de Maurice a, le 20 décembre 2010, engagé une procédure contre le Royaume-Uni sur le différend relatif à la légalité de la prétendue « zone de protection marine » tel qu'énoncé dans la notification portant cette date, devant un tribunal arbitral qui doit être constitué, en vertu des dispositions de l'article 287 et à l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ;

Considérant que le Gouvernement de la République de Maurice s'est engagé à prendre d'autres mesures pour protéger ses droits en vertu du droit international relatif à son aspiration légitime à pouvoir exercer sa souveraineté sur l'archipel des Chagos, y compris saisir l'Assemblée générale des Nations Unies ;

DÉCIDE DE CE QUI SUIT :

1. **APPUYER SANS RESERVE** l'action du Gouvernement de la République de Maurice devant l'Assemblée générale des Nations Unies en vue de permettre à Maurice d'exercer sa souveraineté sur l'archipel.

2. Inauguration du nouveau bâtiment du Centre Nelson Mandela pour la Culture Africaine

Le Conseil a pris note que le nouveau bâtiment abritant le Centre Nelson Mandela pour la Culture Africaine sera inauguré le 20 février 2011 par le Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, GCSK, FRCP. La pose de la première pierre avait été effectuée par M. Nelson Mandela lors de sa visite à Maurice en septembre 1998.

3. L'UA et Madagascar - Le ministre Boolell à la tête d'une délégation pour faire avancer le dialogue dans ce pays

Le Conseil a pris note que, suite à une question soulevée par le Premier ministre au dernier sommet de l'Union Africaine, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international dirigera en sa capacité de président du Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien une délégation de haut niveau à Madagascar afin de poursuivre les consultations avec les différents acteurs pour faire avancer le dialogue malgache-malgache en vue d'une solution durable à la crise politique que vit ce pays. Le Secrétaire exécutif de la SADC fera partie de la délégation.

4. Extension du plan de subvention des aliments d'élevage

Le Conseil a donné son aval à ce que le plan de subvention des aliments pour élevage mis en œuvre depuis octobre 2009 suite à la fermeture de la *Richelieu Feedstock Feed Factory* soit prolongé, cela conformément à la politique du gouvernement d'apporter une assistance aux petits éleveurs de vaches de même qu'aux éleveurs caprins et porcins.

5. Entreprises orientées vers l'exportation : Bilan statistique 2010

Le Conseil a pris note de la performance du secteur des entreprises orientées vers l'exportation pour 2010, comparée à celle de 2009:

- (a) la totalité des exportations est passée de Rs 35,97 milliards à Rs 40,03 milliards, ce qui représente une hausse de 11,3%.
- (b) le montant des exportations du secteur textile et habillement est passé de Rs 23,07 milliards à Rs 24,48 milliards, c'est-à-dire une hausse de 6,1%.
- (c) le volume d'exportation de fils et de tissus a connu une hausse de 1,6%, passant de 7 570 tonnes à 7 688 tonnes et, en terme de valeur, de Rs 1,57 milliards à Rs 1,87 milliards, c'est-à-dire +19,4%.
- (d) les exportations de poissons et de produits préparés à base de poisson ont enregistré une hausse de 18,9% et de 14,5% en termes de volume et de valeurs respectivement.

- (e) les exportations d'autres produits manufacturiers, notamment les perles et les pierres précieuses, les bijoux, les produits optiques, les montres les horloges et les jouets, et les jeux et les articles de sport, ont augmenté de 51,5%, 64,6%, 8,1%, 40,2% et 1,9% respectivement.
- (f) le Royaume-Uni, la France et les États-Unis, les principaux marchés d'exportation, ont enregistré une hausse de 4,7%, 12% et 36,2%, en terme de valeur, respectivement.

6. Arrivées touristiques : Les chiffres de janvier 2011

Le Conseil a pris note que selon le dernier bulletin des statistiques, 101 887 touristes ont visité Maurice en janvier 2011 comparés à 91 857 en janvier 2010, ce qui représente une hausse de 10,9%. Une croissance a été enregistrée dans les marchés touristiques suivants: la France (+10,8%), l'Allemagne (+12,0%), la Belgique (+17,1%), l'Inde (+17,2%), la Chine (+72,7%), la Fédération de Russie (+102,0%), la République d'Afrique du Sud (+35,0%) et l'île de la Réunion (+11,7%).

7. Arpenteurs : Nouveaux règlements pour régir la profession

Le Conseil a pris note que le ministre du Logement et des Terres promulguera les *Land Surveyors (Diplomas) Regulations* afin de stipuler les qualifications académiques et professionnelles requises pour qu'une personne puisse opérer comme arpenteur breveté.

8. Restructuration des services agricoles

Le Conseil a pris note que, conformément au programme gouvernemental 2010-2015, le ministère de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire en collaboration avec la FAO procède à une restructuration des départements techniques/sections en vue de rehausser le niveau et la qualité des services offerts à la communauté d'agriculteurs. Dans ce contexte, une équipe de la FAO, dirigée par M. Geraldo Calegar, *Senior Policy Officer*, est à Maurice pour des consultations avec les officiers de différents départements techniques/sections, des corps paraétatiques opérant sous l'égide du ministère de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire ainsi qu'avec la communauté d'agriculteurs.

9. Océanographie: Réunion régionale à Maurice de la Commission intergouvernementale de l'UNESCO

Le Conseil a pris note que la 8^e session de la Commission océanographique intergouvernementale du comité régional de l'UNESCO pour l'océan Indien occidental se tiendra du 9 au 11 mai 2011 à Maurice.

Les sujets qui seront abordés sont, entre autres :

- (a) la diffusion des données sur les océans et les zones côtières recueillies à partir des programmes aux niveaux national, régional et global;
- (b) le système d'alerte et de mitigation de tsunami dans l'océan Indien;
- (c) la mobilisation des ressources dans la région de l'océan Indien; et
- (d) la mise en œuvre du plan de travail de la Commission, plus particulièrement des actions préventives afin de réduire l'impact des catastrophes naturelles, atténuer l'impact et mettre en œuvre des mesures d'adaptation du changement climatique, et la sauvegarde de l'état des systèmes océaniques.

Une quarantaine de participants venant des Etats membres de la Commission sont attendus à cette réunion.

10. Mesures pour protéger la récolte des fruits des chauves-souris

Le Conseil a pris note des mesures prises par le ministère de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire afin de protéger les récoltes de fruits et réduire la population des chauves-souris pour qu'elles ne deviennent pas une espèce nuisible.

11. Dumping et contrefaçon : Avancées dans la mise en œuvre de la législation

Le Conseil a pris note des avancées dans la mise en œuvre du *Trade (Anti-Dumping and Countervailing Measures) Act*, particulièrement l'établissement d'une *Investigating Authority*, la mise au point des lignes directives et questionnaires appropriés qui aideront à rédiger les demandes pour des enquêtes commerciales correctives et à renforcer les capacités.

12. Accord de libre échange Maurice-Turquie : Le Conseil prend note des avancées dans les négociations

Le Conseil a pris note des retombées des négociations portant sur la conclusion d'un Accord de libre échange entre Maurice et la Turquie tenues en janvier 2011. Les négociations étaient axées sur les mesures de sauvegarde bilatérales, l'accès aux marchés, l'importation de thon en boîte et le protocole des règles d'origines. Maurice bénéficiera d'un nombre de préférences, y compris:

- (a) une exemption hors taxe et hors quota sur tous les produits industriels sauf sur 60 produits textiles qui seront sujets au démantèlement tarifaire sur quatre ans ;

- (b) un accès hors taxe sur une liste de quelque 40 produits agricoles y compris le poisson cru, les légumes, les cœurs de palmiste et les fruits tropicaux ; et
- (c) 20% de marge préférentielle sur le thon en boîte avec accès à des quotas illimités.

13. La Journée mondiale des zones humides observée le 2 février

Le Conseil a pris note des activités organisées par le ministère de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire pour marquer la Journée mondiale des zones humides, observée le 2 février. Les activités sont, entre autres :

- (a) des expositions, des causeries et des campagnes de sensibilisation sur l'importance des zones humides;
- (b) le *Rivulet Terre Rouge Estuary Bird Sanctuary Visitors Centre* sera ouvert au public pendant les weekends et les jours fériés et des refuges pour oiseaux construits pour faciliter l'observation des oiseaux migrateurs à une distance plus rapprochée.

Par ailleurs, Pointe d'Esny sera décrété zone humide d'importance internationale.

14. 2011 : Année internationale des forêts

Le Conseil a pris note que l'Assemblée générale des Nations-Unies a décrété 2011 comme l'Année internationale des forêts. Dans ce contexte, le ministère de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire organisera une série d'activités tout au long de l'année pour sensibiliser le public à l'importance des arbres et des forêts pour protéger la ligne de partage des eaux et pour la séquestration du carbone et l'amélioration de l'atmosphère, ainsi que pour des activités de détente et de loisirs.

Parmi ces activités:

- (a) des campagnes de sensibilisation sur l'importance des arbres et des forêts et de leur préservation;
- (b) l'inauguration de parcours de randonnée à l'Île d'Ambre et à Plaine Sophie, près de Mare aux Vacoas;
- (c) des causeries dans les centres pour visiteurs au parc national et des parcours de randonnée suivis de visites guidées;
- (d) une exposition au parc national sur les forêts et la biodiversité terrestre;
- (e) l'embellissement des autoroutes, des arrêts d'autobus et autres endroits publics;

- (f) l'inauguration d'une banque de semences à Robinson; et
- (g) la construction de refuges pour oiseaux à l'estuaire de Terre Rouge.

15. Santé - Etude sur les MNT à Rodrigues

Le Conseil a pris note des résultats de l'étude sur les maladies non-transmissibles pour Rodrigues qui a été effectuée en novembre/décembre 2009. Les faits saillants de l'étude sont :

- (a) environ 3 500 personnes sont diabétiques; la prévalence du diabète type 2 est de 16,5 % et la prévalence de celles qui sont pré-diabétiques avec un métabolisme de glucose défaillant est de 22,8%;
- (b) parmi les personnes atteintes du diabète, 41% exercent un contrôle très faible;
- (c) la prévalence de l'hypertension est de 40,2%;
- (d) les hommes suivent le traitement pour l'hypertension moins fréquemment que les femmes;
- (e) la prévalence de l'obésité est de 29% et du surpoids 37,5%;
- (f) la prévalence du cholestérol élevé est de 19,5% et celle des triglycérides élevés de 9%;
- (g) un Rodriguais sur quatre a au moins une anomalie dans un des quatre lipides, ce qui augmente le risque de maladie cardiovasculaire;
- (h) la prévalence du tabagisme est de 21,7% et 42,5% de la population consomme une boisson alcoolisée; et
- (i) l'albuminurie a été détectée parmi 5% de la population interrogée.

Une requête a été faite auprès de l'Assemblée régionale de Rodrigues pour mettre sur pied un comité multisectoriel de haut niveau pour la promotion de la santé afin de préparer un Plan d'action pour adresser la question des maladies non-transmissibles et intensifier des campagnes de sensibilisation sur les habitudes alimentaires et les activités physiques.

16. Travailleurs étrangers - Nouveaux règlements pour régir les dépôts des employeurs

Le Conseil a pris note que le ministre du Travail, des Relations industrielles et de l'Emploi, promulguera les *Non-Citizens (Work Permits) (Deposits) (Amendment) Regulations* afin de réviser le quantum réclamé par son ministère comme dépôt de la part des employeurs en ce qui concerne les travailleurs expatriés et prévoir une surcharge de 10% de la somme due dans l'éventualité que l'employeur ne respecte pas ses obligations de payer la somme additionnelle par rapport aux dépôts existants.

17. Retombées de mission ministérielle à Paris et à Londres

Le Conseil a pris note des retombées de la récente mission du Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Développement économique à Paris où il a participé au sixième Congrès mondial sur la lutte contre la contrefaçon et le piratage. Il avait également dirigé une mission de promotion de l'investissement à Paris et à Londres.

Ce Congrès avait pour but de réunir les différents Etats et les organisations du secteur privé portant un intérêt sur la question des droits de propriété intellectuelle. Le thème était 'Promotion du respect de la propriété intellectuelle: Des solutions durables à un problème mondial'.

Les principaux objectifs de la mission de promotion de l'investissement étaient d'aller à la rencontre de la communauté d'investisseurs de France et du Royaume-Uni en vue de transmettre la nouvelle politique du Gouvernement et les nouveaux piliers développés et encouragés par Maurice pour atteindre une plus grande croissance économique.

18. Retombées de mission ministérielle en Tanzanie et au Kenya

Le Conseil a pris note de la récente mission en Tanzanie et au Kenya de la délégation dirigée par le ministre de l'Industrie et du Commerce et comprenant, entre autres, le ministre de l'Education tertiaire, de la Science, de la Recherche et de la Technologie, dans le contexte des réunions acheteurs-vendeurs. Le but de cette mission était de repositionner Maurice comme exportateur de produits de qualité dans la région. 33 entreprises locales ont participé aux réunions.

En Tanzanie, le ministre de l'Industrie et du Commerce a rencontré M. Cyril Chami, ministre de l'Industrie et du Commerce, et a étudié les possibilités de coopération dans plusieurs domaines, alors qu'au Kenya, il a rencontré M. Robinson Njeru Githae, ministre pour le développement métropolitain de Nairobi avec lequel il a discuté des opportunités d'investissement et de questions bilatérales.

Le ministre de l'Education tertiaire, de la Science, de la Recherche et de la Technologie a mené des campagnes de promotion pour vendre et promouvoir le pays en tant que pôle de connaissances et centre d'excellence dans le domaine de l'éducation tertiaire. Il a eu des discussions avec Dr Shukuru Kawambwa, ministre de l'Education et de la Formation professionnelle, et Dr Makame M. Mbarawa, ministre de la Communication, de la Science et de la Technologie de la Tanzanie. Il a aussi visité, entre autres, l'Université de Dar-es Salaam, l'Université Kenyatta, le *Precious Blood Girls' High School* et le *Moi Girls' High School*. Plusieurs accords ont été finalisés pour l'échange au niveau du milieu universitaire et des étudiants, pour la recherche et des programmes de collaboration.

En marge des réunions acheteurs-vendeurs en Tanzanie et au Kenya, des Protocoles d'accord ont été signés entre la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice, la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Tanzanie et la Chambre nationale de Commerce et d'Industrie du Kenya; et entre le *Board of Investment*, le *Kenya Investment Authority* et le *Tanzania Investment Centre*.

19. Retombées de mission ministérielle à Londres et à Genève

Le Conseil a pris note des retombées de la récente mission de la ministre de la Santé et de la Qualité de la Vie à l'*Institute for Women's Health*, de l'*University College* de Londres au Royaume-Uni dans le cadre de la mise sur pied à Maurice d'un Institut de Santé pour Femmes. L'*Institute for Women's Health* du Royaume-Uni a agréé d'apporter son aide pour mettre sur pied un institut similaire à Maurice. La ministre a aussi visité les Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG) qui prodiguent des soins intensifs aux patients victimes d'attaque vasculaire cérébrale. HUG aidera aussi à la mise en œuvre d'une *Stroke Unit* à l'Hôpital Victoria et à la formation du personnel médical et paramédical dans les services gériatriques.

20. Reconstitution du Conseil national économique et social

Le Conseil a pris note de la reconstitution du Conseil national économique et social.

21. Sport - Deux nouveaux membres pour le conseil d'administration du MSC

Le Conseil a pris note que MM. Richard Driver et Navin Ramsoondur ont été nommés membres du conseil d'administration du *Mauritius Sports Council* en remplacement respectivement de M. Henri Richard Norbert Froget qui a été élu maire de Beau Bassin/Rose Hill et M. Viraj Ramharai.

11 février 2011

Government Information Service
Prime Minister's Office
Port Louis